Dr X…………………………

Adresse

Tel

mail

Conseil départemental de l’ordre des chirurgiens-dentistes de ……

 Adresse………………………………….

 A………………, le ………………..

**Objet : Signalement pour méconnaissance du bon usage du terme « orthodontie » et usurpation de titre**

Cher Président/ Chère Présidente

Par la présente, je porte à votre connaissance que le Docteur Y…… , inscrit à votre tableau et exerçant au **…………………**, excipait du terme « cabinet d’orthopédie dento-faciale/ Orthodontiste/ Spécialiste », sur les supports suivants :

* sa fiche Google (Annexe **….**)
* sur sa page Doctolib (Annexe ….)
* sa plaque professionnelle (Annexe …..)
* autre (imprimés professionnels, autres annuaires … :Annexe ….)

Ceci « pouvant engendrer la confusion du public en laissant croire en l’exercice de la spécialité en ODF/ Orthodontie », et ce en méconnaissance de la charte de communication professionnelle, réexpliquée dans la Lettre de l’ONCD de juillet-Aout 2022 (Annexe ….)

Le Dr **Y….** n’étant pas Spécialiste en Orthodontie/ Orthopédie dento-faciale (Annexe **…. :** annuaire des chirurgiens-dentistes de l’ONCD), va donc à l’encontre de l’article R4127-220 qui stipule les faits suivants *: « Sont interdits l’usurpation de titres, l’usage de titres non autorisés par le conseil national ainsi que tous les procédés destinés à tromper le public sur la valeur de ces titres, notamment par l’emploi d’abréviations non autorisées ».*

Etant souligné que, depuis plusieurs années maintenant, l’orthopédie dento-faciale et l’orthodontie

sont utilisées indifféremment pour désigner la même pratique professionnelle. Le terme

« orthodontie » ayant suppléé dans le langage courant, vraisemblablement par commodité, le terme

« orthopédie dento-faciale ». Ces termes se confondant désormais.

Comme vous le savez, il m’est possible de déposer plainte soit directement en CDPI, soit au CDO et ainsi tenter une conciliation. Bien entendu je souhaiterais éviter ces désagréments, c’est pourquoi je vous prie de bien vouloir faire rectifier au plus vite ces éléments abusifs par le Dr Y.

Si toutefois celui-ci/celle-ci n’apportait pas les corrections nécessaires, j’entamerai, la procédure nécessaire, conjointement au Syndicat des Orthodontistes de France.

Dans l’attente de votre réponse, je vous prie de croire, Cher Président, en l’expression de mes sentiments les plus dévoués.

Dr **X……..**

**Annexe 1 (capture ecran)**

**Annexe 2 etc..**